

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/TBT/Notif.96.42**

6 mars 1996

(96-0808)

## Comité des obstacles techniques au commerce

### NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>ETATS-UNIS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Commission fédérale du commerce extérieur (41)
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [ ], 5.7.1 [ ], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Produits de fibres textiles
5.	Intitulé et nombre de pages du texte notifié: Règles et règlements adoptés au titre de la Loi sur l'identification des produits de fibres textiles (9 pages)
6.	<p>Teneur: La Commission a achevé son examen réglementaire des règles et règlements adoptés au titre de la Loi sur l'identification des produits de fibres textiles ("textile rules" - Règles sur les textiles). Les observations formulées dans le cadre de l'examen contiennent diverses suggestions concernant des modifications de fond de ces textes. La Commission demande que lui soient communiqués des avis sur la question de savoir si elle devrait modifier les règles sur les textiles de façon à:</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1) permettre l'indication de noms de fibres génériques pour les fibres remplissant une fonction précise et représentant moins de 5 pour cent du poids total des fibres d'un produit de fibres textiles, sans qu'il y ait obligation de fournir des informations sur le rôle joué par la fibre en question, comme l'exige actuellement la règle 3 B) sur les textiles;</li><li>2) supprimer la prescription de la règle 16 B) sur les textiles selon laquelle le recto d'une étiquette concernant une étoffe, cousue au produit en question de telle façon qu'un éventuel acheteur puisse facilement en examiner les deux faces, doit porter la mention "Fiber content on reverse side" (Teneur en fibres indiquée au verso) quand la teneur en fibres est indiquée sur l'envers de l'étiquette;</li><li>3) prévoir un système d'information commun aux pays parties à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) pour l'identification du fabricant ou de l'importateur;</li><li>4) ajouter à la règle 20 sur les textiles une disposition spécifiant que le numéro d'identification enregistré par la Commission (RN) sera supprimé si une modification des renseignements concernant l'étoffe par rapport aux renseignements figurant dans la demande de RN n'est pas suivie dans les plus brefs délais de la présentation d'une nouvelle demande de mise à jour;</li><li>5) permettre l'utilisation d'abréviations pour les noms de fibres génériques;</li><li>6) permettre l'utilisation d'abréviations et de symboles dans l'indication du pays d'origine; et</li><li>7) permettre l'utilisation de nouveaux noms génériques pour des fibres fabriquées si le nom et la fibre en question sont reconnus par un organisme international de normalisation.</li></ol> <p>La Commission demande aussi que lui soient communiquées des observations sur la façon dont elle pourrait faire face à une apparente incompatibilité entre ses propres prescriptions concernant l'indication du pays d'origine et la nouvelle réglementation adoptée par l'administration américaine des douanes en application de la Loi de 1994 sur les accords issus du Cycle d'Uruguay.</p>

./.

7.	Objectif et justification: Protéger les consommateurs contre des indications concernant les fibres de nature à induire en erreur et faire en sorte que des renseignements utiles soient communiqués aux consommateurs au sujet de la teneur en fibres des articles d'habillement. Permettre aux professionnels de situer leur production par rapport à celle de la concurrence et de gagner en crédibilité.
8.	Documents pertinents: 61 FR 5340, 12 février 1996; 16 CFR Partie 303. Publication dans le <u>Federal Register</u> après adoption.
9.	Dates projetées pour l'adoption et l'entrée en vigueur: A déterminer
10.	Date limite pour la présentation des observations: 13 mai 1996
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: